



Programme FAO

“Approvisionnement et distribution alimentaires des villes”



Revue «Aliments dans les Villes»

L’urbanisation en Afrique et ses perspectives

Philippe Antoine
DT/12-97F

DT/12-97F - 1997

Résumé exécutif

Cet article dresse un panorama de l'urbanisation en Afrique et de ses perspectives. Un peu plus du tiers (34 pour cent) de la population du continent africain demeure en ville (soit autant qu'en Asie). Le rythme de croissance de la population urbaine a atteint presque cinq pour cent par an en Afrique au lendemain des indépendances (au début des années 60). Cette croissance se ralentit progressivement résultant de plus en plus du mouvement naturel. Les migrations ne se sont fortement ralenties pour autant, les mouvements restent intenses, seulement le départ des uns compense davantage l'arrivée des autres. Il faut donc gérer aujourd'hui les conséquences d'une forte croissance dont le pic est déjà derrière nous, mais dont il faudra supporter les conséquences dans les cinquante années à venir du fait de l'inertie des phénomènes démographiques. Le phénomène urbain constitue une préoccupation majeure, même dans le cas des centres urbains moins peuplés, car le rythme de la croissance démographique est souvent sans rapport avec celui du développement des capacités de production économique de ces cités. Formidable bassin d'emplois, les villes produisent cependant de plus en plus d'exclus du travail. Les taux de chômage sont particulièrement élevés en Afrique, et ce chômage frappe particulièrement les jeunes, même diplômés.

En Afrique, les politiques d'ajustement frappent de plein fouet les habitants des villes depuis plusieurs années, et rendent plus précaires les stratégies jusqu'ici mises en œuvre. L'éducation subit les conséquences de la crise, alors qu'elle constitue un des moteurs des transformations sociales. Dans les villes, la pauvreté s'accroît, même si parfois l'intense circulation des biens et des hommes en atténue la rigueur. La ville constitue un fantastique terreau pour une remise en cause et une réinterprétation de valeurs héritées, et pour l'émergence de nouvelles valeurs. Une culture urbaine se forge peu à peu. La ville favorise des processus d'individualisation propices à l'émergence de nouveaux rapports sociaux et, peut-être, à de nouveaux comportements économiques.

Présentation de l'auteur

Philippe Antoine, démographe, directeur de recherche à l'ORSTOM, travaille depuis quatre ans au Centre français sur la population et le développement (CEPED) sur des projets de recherche concernant les conséquences de l'urbanisation en Afrique de l'Ouest. Il a séjourné en Algérie, en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Il a publié plusieurs ouvrages, dont récemment «Les familles dakaroises face à la crise» et «La ville à guichets fermés. Itinéraires, réseaux et insertion urbaine».

Table des matières

Résumé exécutif	i
Présentation de l'auteur	i
Liste des sigles des institutions et des abréviations employées	ii
Liste des tableaux	ii
Liste des figures	ii
Introduction	1
Chapitre 1 - La migration et l'urbanisation en Afrique	1
Chapitre 2 - L'urbanisation en Afrique	3
Chapitre 3 - Les perspectives de la population urbaine	10
Chapitre 4 - La croissance urbaine et ses conséquences	15
Liste des notes de bas de page	17
Bibliographie	18

Liste des sigles des institutions et des abréviations employées

BIT:	Bureau International du Travail.
CEPED:	Centre français sur la population et le développement.
ORSTOM:	Institut de recherche scientifique pour le développement en coopération

Liste des tableaux

Tableau 1	Population urbaine (en millions), indicateurs d'urbanisation, population de la première ville (en milliers) et indice de primatie.
Tableau 2	Répartition en pourcentage de la population urbaine selon la taille des villes et le taux d'urbanisation en 1995.
Tableau 3.	Evaluation comparée des effectifs de population urbaine selon les estimations de WALTPS et des Nations Unies.
Tableau 4	Perspectives de population urbaine en 2020 selon les estimations des Nations Unies (pays classés selon le taux d'urbanisation en 2020).

Liste des figures

Figure 1.	Croissance migratoire interne selon le milieu 1988-1992.
Figure 2.	Corrélation entre la population urbaine en 1995 et le taux annuel de croissance urbaine 1990-1995.
Figure 3.	Taux d'urbanisation en 2020 dans les pays d'Afrique francophone.

INTRODUCTION

En l'an 2000, selon les perspectives des Nations Unies (1995), près d'un homme ou d'une femme sur deux vivra en ville. Pour bien prendre la mesure du phénomène, rappelons qu'en 1950, moins d'un tiers seulement de la population mondiale était urbaine, soit 740 millions de citadins pour environ 1,8 milliard de ruraux. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la population urbaine était surtout concentrée dans les pays développés. Aujourd'hui, la répartition de la population a bien changé, l'urbanisation concerne au premier chef les pays en développement. En 1996, sur les deux milliards et demi de citadins, 1,5 milliard vivent dans les villes de ces pays. L'urbanisation rapide est donc une des caractéristiques majeures des pays du tiers monde. Actuellement, 38 pour cent de la population des pays en développement réside dans les villes contre seulement 17 pour cent en 1950. L'Amérique latine est aussi urbanisée que l'Europe (74 pour cent d'urbains), et déjà un tiers de la population africaine demeure en ville (34 pour cent), soit la même proportion qu'en Asie (35 pour cent).

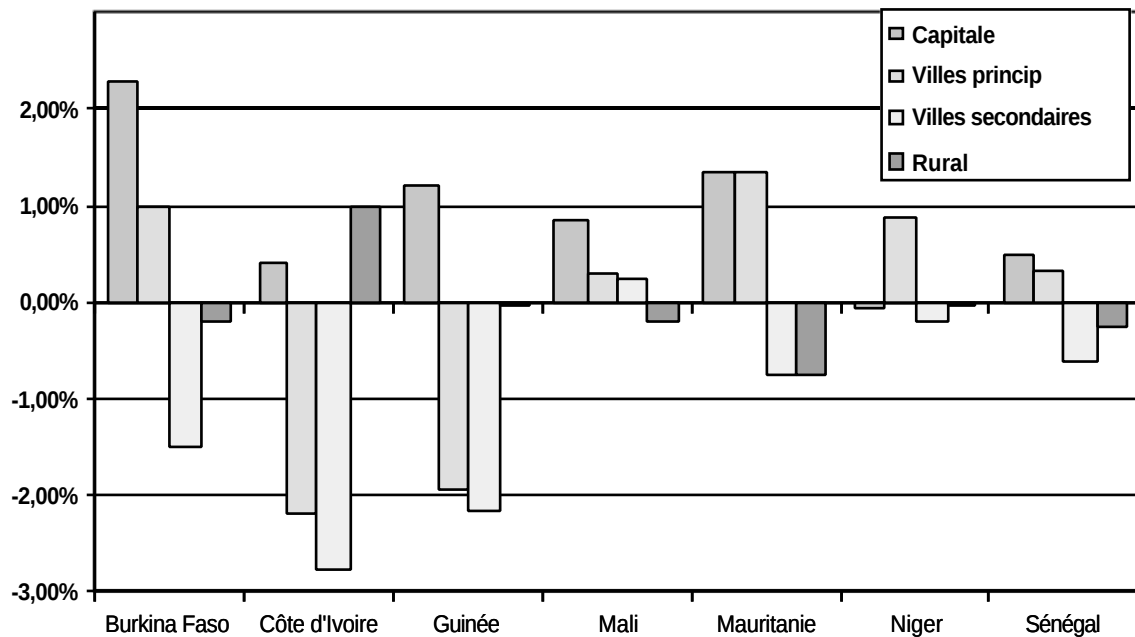
Ces dernières années, la croissance de la population urbaine mondiale s'est ralentie. Elle était de 3,5 pour cent par an à la fin des années 50, elle n'est plus que 2,5 pour cent par an actuellement, mais reste bien plus forte que celle de la population rurale qui ne croît que de 0,5 pour cent par an ¹. Là aussi, la situation diffère suivant les continents. En Asie, la croissance urbaine annuelle a dépassé les cinq pour cent à la fin des années 50 pour tomber aujourd'hui à 3,2 pour cent par an. Déclin de la fécondité et ralentissement de l'exode rural se conjuguent pour expliquer cette variation de rythme de croissance de l'urbanisation. Le rythme de croissance de la population urbaine a atteint presque cinq pour cent par an en Afrique au lendemain des indépendances (au début des années 60). Cette croissance se ralentit progressivement résultant de plus en plus du mouvement naturel. Les migrations ne se sont pas pour autant fortement ralenties, les mouvements restent intenses, seulement le départ des uns compense davantage l'arrivée des autres. Ainsi la ville d'Abidjan a reçu 100 000 personnes supplémentaires âgées de plus de 15 ans durant la période 1988-1992, mais cet accroissement résulte de la différence entre 465 000 entrées et 364 000 sorties de personnes durant la même période (CERPOD, 1995). Il faut donc gérer aujourd'hui les conséquences d'une forte croissance dont le pic est déjà derrière nous, mais dont il faudra supporter les conséquences dans les cinquante années à venir du fait de l'inertie des phénomènes démographiques. Mais même si le rythme d'urbanisation des villes africaines tombe à deux pour cent par an, la population urbaine doublera encore en 35 ans. Le phénomène urbain constitue une préoccupation majeure, même dans le cas des centres urbains moins peuplés, car le rythme de la croissance démographique est souvent sans rapport avec celui du développement des capacités de production économique de ces cités.

1 - LA MIGRATION ET L'URBANISATION EN AFRIQUE

L'histoire des migrations et de l'urbanisation en Afrique au Sud du Sahara peut être découpée en trois grandes étapes (Gregory, 1988). Du XVII^e au XIX^e siècle la traite des esclaves domine ; entre 1880 et 1945, la pénétration coloniale accroît les besoins de main-d'œuvre (travail forcé) et entraîne l'implantation de quelques villes-comptoirs. Pendant l'époque coloniale également, certaines migrations intra-africaines ont été favorisées afin d'accélérer le développement économique de certaines régions stratégiques. Les populations de l'intérieur ont été encouragées à émigrer vers des pays comme le Sénégal et, davantage encore, la Côte d'Ivoire, le Ghana et plus tard le Nigeria. Depuis 1945, et surtout depuis les indépendances, les migrations spontanées se sont accélérées. De plus, les facteurs politiques et écologiques (lutte de libération nationale, oppression dans certains États, sécheresse, désertification) ont déterminé d'importants mouvements migratoires internes et externes. L'exode rural a longtemps été massif. Mais, avec la crise que traversent les pays africains depuis le début des années 80, cet exode tend à se ralentir, voire à s'inverser dans certains pays.

¹ Résultat de la différence entre 1,5 % de croissance naturelle, moins 1 % d'exode rural.

Figure 1: Croissance migratoire selon le milieu 1988-1992



Source: Enquêtes du REMUAO, CERPOD, 1995

Les résultats préliminaires ² des enquêtes «migration et urbanisation» en Afrique de l'Ouest (REMUAO) coordonnées par le CERPOD (Institut du Sahel) permettent de faire le point sur la réorientation actuelle de certains flux. Ils montrent que les flux en provenance ou à destination du milieu rural sont devenus, dans la période 1988-92, majoritaires en Afrique de l'Ouest. Dans l'ensemble des flux migratoires entre villes et campagnes, les flux du monde rural vers la capitale se sont fortement ralentis. Ils ne comptent respectivement que pour 11 pour cent en Côte d'Ivoire, et 33 pour cent au Burkina Faso, du total des échanges entre villes et campagnes. En fait, les flux en sens inverse, de la capitale vers le milieu rural, sont assez importants. On observe même, en Côte d'Ivoire, que les migrants ivoiriens sont plus nombreux à quitter Abidjan pour la campagne que l'inverse (Bocquier, Traoré, 1995).

Si l'on considère les échanges sans distinguer leur orientation, les migrations entre le milieu rural et la capitale sont inférieures aux migrations entre le milieu rural et les autres villes dans trois pays : la Côte d'Ivoire, le Mali et surtout le Niger. Le bilan des migrations internes est très contrasté d'un pays à l'autre. Pour en rendre compte, on a isolé, pour les années 1988-1992, le croît migratoire interne moyen annuel de chaque milieu indépendamment des migrations internationales et du mouvement naturel (voir figure 1). Si les échanges internes se font plutôt au détriment du milieu rural au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal, la balance migratoire du milieu rural est presque nulle en Guinée et au Niger, tandis que le phénomène s'inverse en Côte d'Ivoire où le milieu rural connaît un croît migratoire de un pour cent.

À l'exception de Niamey où la croissance migratoire est quasi nulle, les capitales restent plutôt bénéficiaires des flux de populations. Les capitales ont une croissance migratoire interne généralement plus rapide que le reste du milieu urbain.

² Et encore provisoires.

La migration vers la ville induit bien souvent une multi-résidence des conjoints. On multiplie les pôles d'activités ruraux ou urbains, et chacune des femmes réside dans l'un de ces pôles. Ce qui apparaît comme une stratégie de diversification des sources de revenus peut être aussi, dans d'autres cas, une diversification des pôles de consommation. La pénurie et la cherté du logement urbain, ainsi que le coût de la vie, conduisent de plus en plus de citoyens à dissocier la résidence du chef de ménage et celle de la (ou des) épouse(s) qui réside(nt) ailleurs à la campagne (Locoh, 1989). Cette résidence multipolaire entraîne d'importants flux financiers entre la ville et la campagne: à Abidjan, huit pour cent des revenus sont transférés en zone rurale; au Ghana, une étude plus ancienne de Caldwell relevait que 10 pour cent des revenus gagnés à Accra partent à la campagne (Mahieu, 1989).

Dans les villes, les migrants croient trouver un cadre de vie plus attrayant. Il y a des infrastructures socio-économiques (santé, école, loisirs), les emplois y sont concentrés et le cadre de vie semble plus agréable. Mais en fait, ici aussi, l'accès aux ressources dépend des revenus, qui se sont considérablement amenuisés avec l'approfondissement de la crise économique et la croissance rapide des populations urbaines. En ville, l'insertion pose toute une série de problèmes (accès au logement, au travail, etc.). La majorité des migrants n'a pas les qualifications nécessaires pour prétendre aux postes du secteur moderne; mais, en contrepartie, ils sont prêts à tous les travaux, et sont relativement moins touchés par le chômage urbain que les natifs des villes. Cette forte disponibilité de main-d'œuvre contribue à maintenir la rémunération des travaux non qualifiés à un niveau très bas. La filière souvent exploitée est le secteur dit informel. Elle semble être la porte d'entrée privilégiée des migrants qui s'appuient sur différents réseaux relationnels omniprésents dans le contexte de la migration africaine (Antoine et al, 1995; Ouedraogo, Piché, 1995).

Les migrations féminines vers les villes tendent à devenir aussi importantes que celles des hommes (dans certains cas, elles sont plus nombreuses (Findley, 1989)). L'accès des migrantes au marché du travail est plus difficile du fait de leur faible niveau de scolarisation. On observe un rééquilibrage progressif du rapport de masculinité dans les villes, et la féminisation relative de la pyramide des âges en ville entraîne une hausse du taux de natalité, même si la fécondité tend à diminuer du fait d'un mariage plus tardif.

Le taux de scolarisation est beaucoup plus élevé dans les capitales que dans les régions de l'intérieur. Les meilleurs établissements scolaires, l'université, la majorité des fonctionnaires et des travailleurs du secteur moderne sont concentrés dans la capitale ainsi que les meilleures infrastructures sportives et culturelles. Ces villes exercent, par conséquent, une attraction irrésistible sur la population scolarisée qui espère s'y épanouir plus facilement. Cette scolarisation bénéficie particulièrement aux jeunes filles, dont le niveau scolaire s'accroît et qui aspirent ainsi à des tâches plus valorisantes que les seules activités domestiques.

2 - L'URBANISATION EN AFRIQUE

Deux grandes séries d'indicateurs peuvent être distingués: d'une part, des indicateurs statiques comme le volume de la population urbaine et ses caractéristiques; d'autre part, des indicateurs dynamiques qui mesurent les changements observés, et notamment la croissance. Les relations entre ces divers indicateurs sont faibles, et l'appréciation du degré d'urbanisation d'un pays reste très subjective, car son évaluation reste fonction de l'indice choisi. Tous ces indicateurs privilégient une approche macro-économique et ne rendent pas compte de la diversité des situations citadines au sein d'une même ville. Des analyses plus fines sont nécessaires au niveau des grandes villes afin de mieux appréhender la diversité du tissu social, de mieux mettre en rapport les équipements avec les populations concernées. Les urbanistes attendent des démographes des données spatialisées à un niveau relativement fin. Ces données sont déjà collectées par les Services de statistiques nationaux (îlots de recensement, par exemple), mais elles ne sont pas restituées à un niveau aussi fin que le quartier ou l'îlot, ce qui permettrait de mieux mettre en rapport équipements urbains et effectifs de population concernée.

S'il est vrai que l'existence de villes est un phénomène très ancien en Afrique³, c'est néanmoins la colonisation qui lui a imprimé le caractère qu'elle connaît encore de nos jours. Les grandes villes actuelles ont été fondées dans des sites choisis en fonction de considérations liées aux besoins de la colonisation. Les ports maritimes ont généralement été favorisés : Dakar, Abidjan, Lagos, Luanda, etc., et la localisation des grands centres urbains reste marquée par cette extraversion. Dès cette époque, les investissements ont été concentrés dans des capitales où résidait l'essentiel des cadres dirigeants de l'Administration coloniale. Cependant, ces villes coloniales étaient essentiellement peuplées d'Africains. Ainsi, en 1926, Dakar, qui pourtant rassemblait alors 38 pour cent de la population non africaine de toute l'Afrique de l'Ouest francophone, ne comptait que huit pour cent de non africains. Cette proportion a ensuite culminé à 13 pour cent en 1955 avant de retomber à moins de deux pour cent en 1976. Comme le fait remarquer Catherine Coquery (1988), «*le choc colonial a constitué un élément décisif de l'urbanisme africain contemporain par la juxtaposition et l'inévitable interpénétration de deux modèles apparemment contradictoires: le (ou plutôt les) modèle(s) autochtone(s) ancien(s), et le modèle spécifique colonial/blanc/métropolitain*». Le modèle colonial, sous prétexte d'hygiénisme, a accentué le caractère ségrégatif de l'habitat et des quartiers des villes africaines et il a imposé sa trame qui persiste aujourd'hui dans la plupart des agglomérations (Massiah, Tribillon, 1988).

Les données présentées au tableau 1 sont des estimations, et doivent être maniées avec beaucoup de prudence. Ce tableau présente pour chaque pays l'effectif de population urbaine, la proportion d'habitants résidant en milieu urbain (taux d'urbanisation), le taux de croissance annuel de population urbaine, la population de la ville la plus peuplée du pays, et un indicateur mesurant l'importance relative prise par la ville la plus peuplée du pays.

Le Maghreb est bien plus urbanisé que l'Afrique subsaharienne. En Afrique noire, c'est l'Afrique centrale qui a le taux d'urbanisation le plus élevé, à l'exception notable du Zaïre, où, bien que la ville de Kinshasa dépasse les quatre millions d'habitants (en 1995), la majorité de la population vit en milieu rural (71 pour cent). L'Afrique de l'Ouest côtière, caractérisée par une concentration dans certaines villes portuaires, est aussi assez fortement urbanisée. À l'opposé, le Sahel, toute la face orientale de l'Afrique et la zone australe (à l'exception de l'Afrique du Sud et de la Zambie) le sont nettement moins. Cependant, partout la croissance de la population urbaine est plus élevée que la croissance naturelle.

En 1960, environ 15 pour cent de la population de l'Afrique de l'Ouest et centrale résidait en milieu urbain; on peut estimer que cette proportion entre 34 et 37 pour cent en 1994. La situation est très variable suivant les pays. Compte tenu des réserves précédemment exposées concernant la difficulté de connaître avec précision les effectifs de population urbaine, on peut toutefois classer les pays de la façade atlantique de l'Afrique en cinq grands groupes en fonction de leur taux d'urbanisation (Source WALTPS (Kalassa, 1994), estimation pour 1990):

- Σ Groupe I: Congo, Gabon.
- Σ Groupe II: Cameroun, Côte d'Ivoire, Sénégal, Centrafrique, Mauritanie, Nigeria, Sao Tomé.
- Σ Groupe III: Bénin, Togo, Zaïre, Gambie, Ghana, Sierra Leone, Cap Vert, Guinée équatoriale.
- Σ Groupe IV: Guinée, Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad, Liberia, Guinée Bissau, Angola.
- Σ Groupe V: Burundi, Rwanda.

Le groupe I correspond aux pays ayant une proportion de population urbaine supérieure à 50 %; il s'agit de deux pays d'Afrique centrale exportateurs de pétrole, le Congo et le Gabon. Le groupe II rassemble des pays où plus de 40 % de la population vit en ville; il s'agit pour la

³ On peut dater des 6^e-7^e siècles les premières villes du royaume du Ghana (Koumbi), mais certains auteurs pensent que sur le site de l'actuel Djenné (au Mali) se trouvait une ville qui comptait 4000 habitants vers l'an 200. Tous les grands royaumes africains successifs eurent des centres urbains importants (Bairoch, 1985).

plupart de pays côtiers ayant connu un certain dynamisme économique (Centrafrique et Mauritanie semblant être deux cas particuliers). Le groupe III regroupe des pays dont la proportion d'urbains est comprise entre 29 et 39 %. Le groupe IV rassemble des pays faiblement urbanisés (un taux compris entre 20 et 28 %), essentiellement des pays du Sahel intérieur. Enfin le groupe V comprend deux pays particuliers, très densément peuplés, mais où la population urbaine est d'environ cinq pour cent; il s'agit du Rwanda et du Burundi.

Les enquêtes du REMUAO confirment que les différences d'urbanisation sont importantes entre les pays enclavés et les pays côtiers. Parmi les pays les moins urbanisés du réseau figurent le Mali (où 25 % de la population réside en ville) et le Niger (18 %). Les plus urbanisés sont, à des niveaux d'urbanisation très proches, le Sénégal (41 %), la Mauritanie (41 %) et la Côte d'Ivoire (40 %). La Guinée se situe à un niveau intermédiaire (32 %) (Bocquier, Traoré, 1995).

Tableau 1 : Population urbaine (en millions), indicateurs d'urbanisation, population de la première ville (en milliers) et indice de primatie.

Indicateurs	Population urbaine en 1994 (millions)	Taux d'urbanisation en 1994 (pour cent)	Taux de croissance urbaine 1990-1995 (pour cent)	Population de la ville principale en 1990 (milliers)	Indice de primatie (*)
MAGHREB					
Algérie	15,0	55	3,8	3033	3,5
Égypte	27,5	44	2,6	8633	7,1
Libye	4,4	85	4,3	2595	2,2
Maroc	12,7	48	3,1	2815	2,4
Tunisie	6,6	57	2,8	1741	3,7
AFRIQUE ORIENTALE					
Burundi	0,5	7	6,6	234	-
Kenya	7,3	27	6,8	1519	2,6
Ouganda	2,5	12	5,8	754	12,7
Rwanda	0,5	6	4,2	219	8,1
SAHEL EST					
Djibouti	0,5	82	2,7	417	8,5
Érythrée	0,6	17	4,4	359	-
Éthiopie	7,0	13	4,7	1808	5,4
Somalie	2,3	25	2,5	779	-
Soudan	6,6	24	4,4	1944	6,5
OCEAN INDIEN					
Comores	0,2	30	5,7	24	-
Madagascar	3,8	26	5,8	690	7,5
Maurice	0,5	41	1,2	158	-
Seychelles	0,03	54	2,9	35	-
AFRIQUE AUSTRALE					
Afrique du Sud	20,5	50	2,9	2294	2,2
Angola	3,4	32	6,3	1642	4,6
Bostwana	0,4	27	7,0	109	2,1
Lesotho	0,4	22	6,2	170	-
Malawi	1,5	13	6,2	310	5,0
Mozambique	5,0	33	7,4	1561	-
Namibie	0,5	36	5,9	149	-
Swaziland	0,3	30	6,2	47	-
Tanzanie	6,8	24	6,1	1436	4,9
Zambie	3,9	43	3,5	979	2,6
Zimbabwe	3,5	31	4,9	854	5,3

AFRIQUE CENTRALE					
Cameroun	5,7	44	4,9	1001	4,7
Centrafrique	1,3	39	3,4	474	10,8
Congo	1,5	58	4,9	793	2,00
Gabon	0,6	49	4,7	286	4,30
Guinée équatoriale	0,2	41	5,9	30	6,58
Sao Tomé	0,06	46	4,2	50	-
Zaïre	12,3	29	3,9	3455	4,60
PAYS DU SAHEL (CILSS)					
Burkina Faso	2,5	25	11,2	681	4,40
Cap Vert	0,2	53	6,9	62	-
Gambie	0,3	25	6,2	209	7,26
Guinée Bissau	0,2	22	4,4	71	-
Mali	2,8	26	5,7	738	7,27
Mauritanie	1,2	53	5,4	707	6,65
Niger	1,5	17	5,6	447	3,29
Sénégal	3,4	42	3,7	1613	8,55
Tchad	1,3	21	3,6	613	5,00
AFRIQUE DE L'OUEST CÔTIÈRE					
Bénin	1,6	31	4,6	487	-
Côte d'Ivoire	5,9	43	5,0	2168	6,07
Ghana	6,1	36	4,3	1405	2,90
Guinée	1,9	29	5,8	1127	9,69
Liberia	1,3	44	4,6	670	8,52
Sierra Leone	1,6	35	4,8	649	6,85
Togo	1,2	30	4,5	513	10,00
Nigeria	41,7	39	5,2	5685	5,29
(*) Rapport de l'effectif de la ville la plus peuplée à celui de la seconde ville du pays (les valeurs de l'indice données ici sont dues à F. Moriconi-Ebrard (1993); elles portent sur des dates variables selon le pays, mais toujours dans la décennie 1980). Source: pour les quatre premières colonnes du tableau: Nations Unies, <i>World Urbanization Prospects. The 1994 Revision</i> , 1995; pour le Nigeria (dernière ligne du tableau): Federal Republic of Nigeria, <i>Official Gazette</i> , 1992.					

Certaines villes, comme Conakry ou Ouagadougou, ont connu ces dernières années une croissance particulièrement rapide. Certes, avec la crise, de nombreuses agglomérations ont vu leur croissance se ralentir, mais la plupart des grandes capitales croissent encore au rythme d'environ quatre pour cent par an, ce qui signifie un doublement de leur population en 17 ans. La croissance démographique naturelle (naissances et décès) contribue plus que les migrations. Jusqu'à présent, il a été fort difficile de réorienter les flux migratoires vers les villes secondaires ou vers le milieu rural. L'une des raisons de l'échec de ces programmes de réorientation des flux réside dans la méconnaissance de la complexité des mécanismes qui sous-tendent la prise de décision de l'acte migratoire (Lututala, 1995).

La figure 2 permet de comparer le rythme de croissance et le taux d'urbanisation de l'ensemble des pays africains. Deux axes figurent sur ce graphique: le taux moyen de croissance de la population urbaine sur la période 1990-1995, soit 4,38 pour cent, et la proportion d'urbains en 1995 en Afrique, soit 34 pour cent. On distingue donc nettement les pays encore faiblement urbanisés comme le Rwanda, le Tchad, et la Somalie dont le taux de croissance de la population urbaine est inférieure à quatre pour cent par an. D'autres pays sont également faiblement urbanisés mais leur rythme d'urbanisation est particulièrement rapide; il s'agit en particulier du Burkina Faso, mais aussi du Kenya, de la Gambie et de la Tanzanie. Certains pays déjà urbanisés à plus de 40 pour cent gardent une croissance soutenue, comme la Mauritanie et le

Cameroun. Enfin, certains pays, dont la moitié de la population est déjà urbaine, connaissent une croissance urbaine moins soutenue, en particulier les pays du Maghreb (Tunisie, Algérie, Maroc). La Libye constitue un cas particulier, la population de l'ensemble du pays étant essentiellement concentrée dans quelques villes.

L'essentiel de la population urbaine africaine réside dans des villes de moins de 500 000 habitants. Mais les villes millionnaires attirent une part croissante de la population. En 1995, 36 pour cent de la population urbaine mondiale vit dans des villes de plus de un million d'habitants, particulièrement en Amérique du Nord (51 pour cent) et en Amérique latine (38 pour cent). Bien que le phénomène soit plus récent en Afrique, il est déjà très accusé, puisque cette proportion est de 32 pour cent en 1995, et atteindra probablement 39 pour cent en 2010. Cette concentration est particulièrement marquée en Afrique du Nord.

Figure 2: Corrélation entre la population urbaine en 1995
et le taux annuel de croissance urbaine 1990-1995.

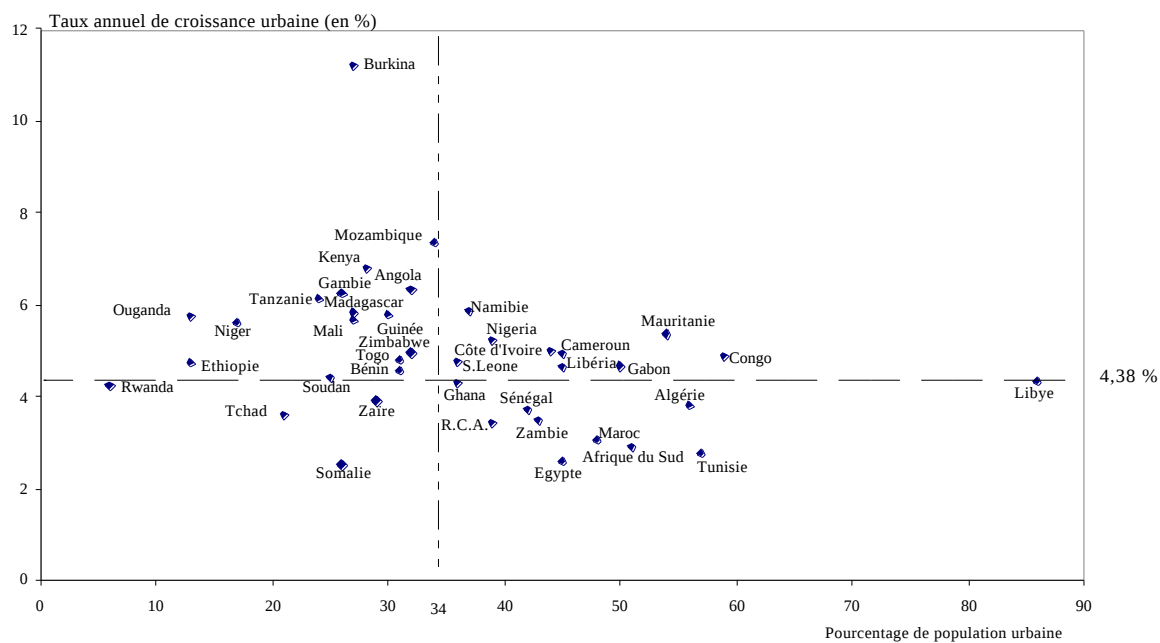


Tableau 2 : Répartition en pourcentage de la population urbaine selon la taille des villes et le taux d'urbanisation en 1995.

Région	Taille (en millions)				Taux d'urbanisation
	Plus de 5	1 à 5	0,5 à 1	Moins de 0,5	
Afrique de l'Est	-	22	13	65	21,7
Afrique centrale	-	36	12	52	33,2
Afrique de l'Ouest	13	14	10	63	36,6
Maghreb	13	30	5	52	45,9
Afrique australe	-	35	11	54	36,6
AFRIQUE	8	24	10	58	34,4
ASIE	19	19	9	55	34,6
AMÉRIQUE LATINE	20	18	10	52	74,2
AMÉRIQUE DU NORD	16	35	11	38	76,3
EUROPE	7	20	9	64	73,6
MONDE	15	21	9	55	45,2

Le nombre de villes millionnaires augmente. En 1995, sur l'ensemble du continent, une trentaine d'agglomérations urbaines comptent plus d'un million d'habitants. Les plus peuplées sont: Le Caire/Guizah (environ 10 millions d'habitants), Lagos (huit millions), Kinshasa (4 millions), Alexandrie et Alger (environ 3,5 millions chacune), puis viennent Casablanca, Tripoli, Abidjan et Le Cap. Selon le BIT, au-delà d'un million d'habitants, la ville pose de nombreux problèmes de gestion: par exemple, la rénovation des égouts du Caire coûtera deux milliards de dollars (El Kadi, 1987). La ville africaine est dévoreuse d'espace et, au fur et à mesure de son extension, les charges des différents équipements urbains deviennent très lourdes du fait de la longueur des réseaux: eau, assainissement, électricité, voies publiques, transports. En Afrique subsaharienne, le phénomène urbain constitue une préoccupation majeure, même dans le cas des centres urbains moins peuplés, car le rythme de leur croissance démographique est sans rapport avec celui du développement des capacités de production économique.

La macrocéphalie constitue une caractéristique majeure de l'urbanisation en Afrique. Elle se traduit par le poids exorbitant d'une ville, généralement la capitale du pays, au détriment des autres centres urbains. Moriconi-Ebrard (1993) a calculé pour la plupart des pays un indice de primatie qui est le rapport de taille entre la première et la deuxième ville du pays. Plus ce rapport est élevé, plus le poids de la première ville est important (dernière colonne du tableau 1). Parmi les pays déjà fortement urbanisés, le Sénégal et la Côte d'Ivoire sont fortement macrocéphales. Mais ce n'est pas une règle générale et, dans certains pays, il existe plusieurs grandes villes (généralement deux), dont la capitale économique et la capitale politique, qui sont alors en compétition sur le plan démographique. Le phénomène de macrocéphalie s'accroît dans les pays où la primauté d'une ville existait déjà dans les années 60. Au Gabon, par exemple, ce rapport passe de 1,8 à 4,3 entre 1950 et 1990.

Certaines villes comme Maputo, Nairobi ou Conakry ont connu ces dernières années une croissance particulièrement rapide. Certes, avec la crise, de nombreuses agglomérations ont vu leur croissance se ralentir, mais la plupart des grandes capitales croissent encore au rythme d'environ quatre pour cent par an, ce qui signifie un doublement de leur population en 17 ans. La croissance démographique naturelle (naissances et décès) contribue plus que les migrations. Jusqu'à présent, il a été fort difficile de réorienter les flux migratoires vers les villes secondaires.

Concentration d'hommes, la grande ville est aussi une concentration des moyens de production de biens et de service. Les besoins des citoyens génèrent de multiples emplois de production et de services. Une des conséquences de l'urbanisation rapide réside dans la difficulté d'accès à un logement décent car la politique de logement social n'a pas atteint ses objectifs en Afrique. Non seulement la production de logement est inférieure aux prévisions et ne couvre pas la demande mais, de plus, leur prix rend ces logements inaccessibles à ceux à qui ils étaient destinés: les logements soi-disant sociaux deviennent la propriété des classes moyennes et aisées. Quelles que soient les politiques suivies, on a l'impression d'aboutir au même résultat dans la plupart des grandes villes africaines. Partout, on relève une logique d'exclusion de l'accès au sol et au logement du plus grand nombre.

Cette inadéquation de la réponse à la question du logement n'est pas sans conséquences démographiques. La diversité des situations démographiques découle d'une fragmentation sociale accrue: différences de mortalité entre quartiers, entre catégories sociales, etc. Les indicateurs démographiques laissent percevoir la marginalisation croissante de certaines fractions de populations urbaines: l'exclusion des pauvres se traduit par des différences accrues de mortalité, tandis que les difficultés économiques poussent au mariage plus tardif des hommes et des femmes en ville, et font évoluer la composition des ménages.

3 - LES PERSPECTIVES DE LA POPULATION URBAINE

Il subsiste encore de nombreuses lacunes dans le recueil des données concernant l'urbanisation. La croissance de certaines villes est telle que les limites administratives varient énormément d'une opération démographique à l'autre; par ailleurs, la cartographie des quartiers spontanés est rarement exhaustive, d'où des risques de sous-évaluation des effectifs de population. La durée écoulée entre la collecte et la publication des résultats est parfois tellement longue que les données publiées ne correspondent plus à la réalité du moment: des quartiers ont été restructurés, d'autres quartiers se sont particulièrement développés, etc. Le recensement a plus souvent une valeur historique pour des villes à croissance rapide. L'approche de l'urbanisation bute également sur la définition de la ville. La plupart des pays retiennent une taille minimale en général très basse (5 000, voire 2 000 habitants), ou bien dressent une liste des localités considérées comme urbaines, sans qu'il soit toujours possible de connaître les critères de choix. La plupart de ces critères ont pour inconvénient majeur de considérer comme urbains de gros villages. Le critère de taille est certainement le moins mauvais à condition de s'en tenir à un minimum acceptable (20 000 voire 50 000 habitants). Cette diversité de critères rend difficile toute comparaison internationale.

Pour l'Afrique de l'Ouest et centrale, nous disposons de plusieurs sources à travers la compilation des recensements et les travaux menés par ILTA, WALTPS et les perspectives établies par les Nations Unies. La variation des rythmes des migrations et l'évolution des tendances démographiques rendent délicates les perspectives à moyen terme. Les évaluations sont certainement plus fiables au niveau régional qu'au niveau d'un pays particulier. En effet, lorsque l'on compare les évaluations préparées pour WALTPS (Kalassa, 1994 et 1996) et celles des Nations Unies (1995), les évaluations concernant les effectifs de population sont voisins concernant la population totale pour la plupart des pays, et relativement proche sur le total de population de la zone d'étude: 257 millions pour WALTPS en 1990, et 264 millions pour les Nations Unies, soit une différence de 2,8 pour cent. Les pays pour lesquels les écarts sont importants sont, soit des pays en pleine crise politique entraînant des déplacements de population (Angola, Sierra Leone), soit des pays où les sources statistiques sont anciennes ou manipulées (Gabon, Centrafrique), soit des pays de forte émigration ou immigration internationale (Burkina Faso, Mali, Côte d'Ivoire). Mais même lorsque les évaluations diffèrent, elles ne dépassent guère un écart de 10 pour cent. Par contre, pour l'évaluation de la population urbaine, les écarts sont plus importants provenant en partie déjà d'une différence de définition (localités de plus de 5 000 habitants pour WALTPS, définition nationale pour les Nations Unies) (tableau 3). Dans l'ensemble, la proportion d'urbain trouvée par WALTPS est plus importante que celle des Nations Unies en particulier pour le Nigeria où aucune des évaluations n'a pu intégrer les résultats définitifs du recensement. Dans l'ensemble de la zone d'étude, le

taux d'urbanisation est donc évalué à 37 pour cent pour WALTPS (31 pour cent sans le Nigeria) et 31 pour cent pour les Nations Unies (29 pour cent sans le Nigeria). Pour certains pays, les écarts d'évaluation de la population urbaine atteignent, voire dépassent, les 20 pour cent. Ainsi, selon WALTPS, le total de population urbaine est moins élevé au Burundi, au Liberia, au Cap-Vert et en Guinée équatoriale que selon les évaluations des Nations Unies. Par contre, toujours selon les estimations de WALTPS, la population urbaine est bien importante au Bénin, au Burkina, au Congo et au Nigeria que ne le laissent supposer les données des Nations Unies. Les évaluations sont à peu près concordantes pour quelques pays seulement: le Togo, le Cameroun et le Niger.

Il est donc difficile de préciser pays par pays les effectifs de population urbaine. Il est donc encore plus aléatoire de présenter des perspectives par pays. La tendance reste à une croissance plus rapide de la population en milieu urbain que celle du milieu rural. Cette croissance résultera de plus en plus du seul mouvement naturel (entre 2,8 et 3,5 pour cent de croissance naturelle par an suivant la structure de la population). Après une diminution importante de la mortalité (en particulier infanto-juvénile) en milieu urbain à partir des années 60. Il est possible que l'effet des programmes d'ajustement ait un effet sur la santé publique, mais pour l'instant les indicateurs démographiques ne traduisent aucune remontée de la mortalité des enfants. Par contre, la fécondité commence à amorcer un déclin en milieu urbain. Ainsi à Abidjan, la fécondité est passée de 6,4 enfants par femme (en 1980) à 4,1 enfants en 1994 (enquête EDS), soit une baisse de 33 pour cent, alors que la fécondité en milieu rural est passée pour la même période de 7,4 à 6,4 enfants par femme.

Tableau 3 : Evaluation comparée des effectifs de population urbaine selon les estimations de WALTPS et des Nations Unies.

Pays	Population urbaine selon WALTPS en 1990 (milliers)	Population urbaine selon les Nations Unies en 1990 (milliers)	Différence d'évaluation de l'effectif de population urbaine	Différence relative d'évaluation de l'effectif de population urbaine
Burundi	284	345	-61	-21,48
Mali	1858	2193	-335	-18,03
Mauritanie	818	937	-119	-14,55
République Centrafricaine	1022	1097	-75	-7,34
Rwanda	365	391	-26	-7,12
Guinée	1406	1484	-78	-5,55
Togo	1001	1005	-4	-0,40
Cameroun	4751	4643	108	2,27
Niger	1224	1177	47	3,84
Gabon	553	523	30	5,42
Sénégal	3112	2919	193	6,20
Côte d'Ivoire	5570	4841	729	13,09
Zaïre	12550	10506	2044	16,29
Tchad	1393	1138	255	18,31
Bénin	1690	1345	345	20,41
Burkina Faso	2051	1605	446	21,75
Congo	1640	1194	446	27,20
TOTAL AFRIQUE FRANCOPHONE	41288	37343	3945	9,55
Liberia	577	1084	-507	-87,87
Sierra Leone	1100	1287	-187	-17,00
Ghana	4552	5107	-555	-12,19
Nigeria	45487	33808	11679	25,68
Gambie	285	209	76	26,67
TOTAL AFRIQUE ANGLOPHONE	52001	41495	10506	20,20
Cap Vert	113	151	-38	-33,63
Guinée équatoriale	102	126	-24	-23,53
Angola	2485	2602	-117	-4,71
Sao Tomé	48	50	-2	-4,17
Guinée Bissau	252	191	61	24,21
TOTAL AFRIQUE LUSOPHONE	3000	3120	-120	-4,00
TOTAL AFRIQUE ATLANTIQUE	96289	81958	14331	14,88

Le sida tend à devenir la principale cause de décès des adultes en milieu urbain. Il frappe dans l'ensemble une population active ayant bénéficié d'une formation professionnelle. Si les répercussions économique et sociale du sida sont importantes, l'impact de la maladie devrait toutefois rester faible en termes de croissance démographique. Le *Bureau of Census* américain estime qu'en Afrique le taux de mortalité risque de remonter à 20 pour mille en 2010, pour décliner ensuite à huit pour mille à l'horizon 2020, la natalité passant progressivement de 48

pour mille en 1985 à 35 pour mille en 2020. Selon leur scénario, l'impact sur la croissance naturelle sera important entre 1995 et 2015. Sans sida la croissance naturelle (en moyenne pour l'ensemble de l'Afrique) serait de 34 pour mille en 1995, 32 pour mille en 2005 et 29-30 pour mille en 2015. Avec le sida, la croissance naturelle est ralentie, elle passe pour les mêmes dates à respectivement 28 pour mille en 1995, 21 pour mille en 2005 et 24 pour mille en 2015. L'impact sera très différent suivant les villes. Il est déjà particulièrement fort à Abidjan, où l'on estime que 25 000 personnes seraient décédées du sida entre 1986 et 1992 (Garenne, 1995).

Selon les Nations Unies, en 2020 la population de la façade atlantique de l'Afrique atteindrait plus de 600 millions d'habitants, dont 54 pour cent d'urbains (Tableau 4). En Afrique francophone, le Rwanda et le Burundi demeureraient parmi les moins urbanisés, alors que le Cameroun, le Gabon et le Congo seraient parmi les pays les plus urbanisés, rejoints par le Sénégal et la Mauritanie. Le Burkina connaîtra un taux d'urbanisation voisin de celui de la Côte d'Ivoire de plus de 60 pour cent. Dans les pays anglophones et lusophones, plus de la moitié de la population sera urbaine, à l'exception de la Gambie et de la Guinée Bissau. Malgré un tassement du rythme de croissance urbaine, la façade atlantique de l'Afrique sera majoritairement urbaine en 2020. Entre 1990 et 2020, cette région verra sa population urbaine multipliée par quatre; c'est dire l'ampleur du phénomène, mais aussi les débouchés que constituent les marchés urbains. Le tableau 4 donne les prévisions pays par pays, mais il faut prendre ces chiffres comme des ordres de grandeur. Plusieurs facteurs peuvent influencer ces perspectives: une transition démographique plus rapide que prévu, des conflits dans certains pays et des variations importantes des conjonctures économiques.

Tableau 4 : Perspectives de population urbaine en 2020 selon les estimations des Nations-Unies (pays classés selon le taux d'urbanisation en 2020).

Pays	Population urbaine NU en 1990 (milliers)	Population totale NU en 2020 (milliers)	Population urbaine NU en 2020 (milliers)	Taux d'urbanisation en 1990	Taux d'urbanisation en 2020	Taux de croissance annuel population urbaine (1990-2020)
Rwanda	391	14375	1808	5,6	12,6	5,2
Burundi	345	12103	2187	6,3	18,1	6,3
Niger	1177	19671	6394	15,2	32,5	5,8
Tchad	1138	11661	4026	20,5	34,5	4,3
Mali	2193	21822	10054	23,8	46,1	5,2
Bénin	1345	10843	5199	29,0	47,9	4,6
Togo	1005	8356	4054	28,5	48,5	4,8
Guinée	1484	13411	6640	25,8	49,5	5,1
République centrafricaine	1097	5773	3198	37,5	55,4	3,6
Zaïre	10506	91752	52129	28,1	56,8	5,5
Côte d'Ivoire	4841	31732	19350	40,4	61,0	4,7
Burkina Faso	1605	19213	12180	17,9	63,4	7,0
Cameroun	4643	26014	16624	40,3	63,9	4,3
Gabon	523	2420	1618	45,6	66,9	3,8
Sénégal	2919	15327	10505	39,8	68,5	4,4
Mauritanie	937	4054	2871	46,8	70,8	3,8
Congo	1194	5010	3730	53,5	74,5	3,9
TOTAL AFRIQUE FRANCOPHONE	37343	313537	162567	27,8	51,8	5,0
Gambie	209	1937	866	22,6	44,7	4,9
Ghana	5107	34092	18473	34,0	54,2	4,4
Sierra Leone	1287	7893	4390	32,2	55,6	4,2
Nigeria	33808	214551	125126	35,2	58,3	4,5
Liberia	1084	6387	3924	42,1	61,4	4,4
TOTAL AFRIQUE ANGLOPHONE	41495	264860	152779	35,0	54,5	7,0
Guinée Bissau	191	1804	732	19,8	40,6	4,6
Angola	2602	23408	12156	28,3	51,9	5,3
Sao Tomé	50	202	130	42,0	64,4	3,2
Guinée équatoriale	126	720	473	35,8	65,7	4,5
Cap Vert	151	680	524	44,3	77,1	4,2
TOTAL AFRIQUE LUSOPHONE	3120	26814	14015	28,4	52,3	5,1
TOTAL AFRIQUE ATLANTIQUE	81958	605211	329361	31,0	54,4	4,7

4 - LA CROISSANCE URBAINE ET SES CONSÉQUENCES

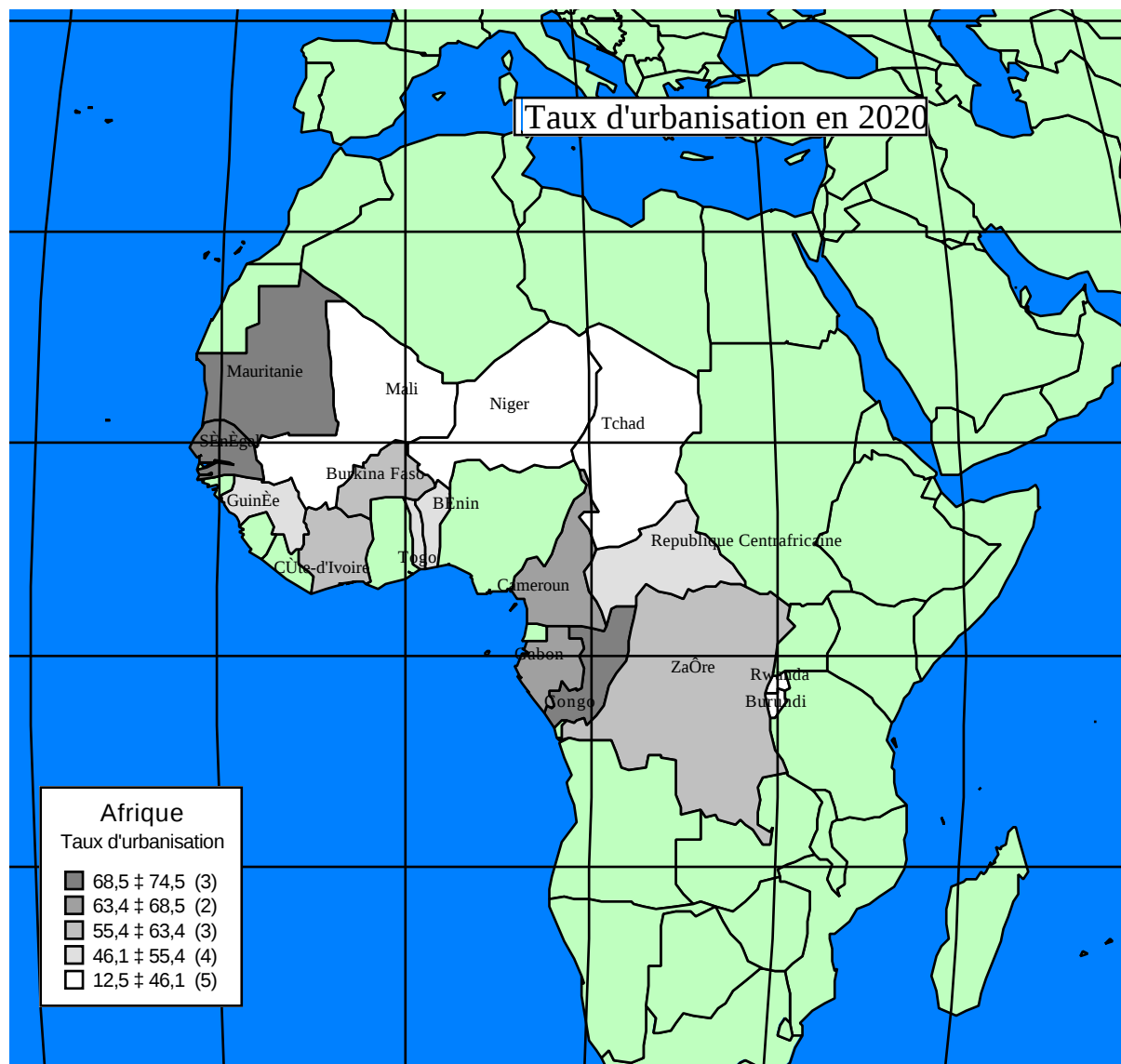
L'urbanisation est un phénomène universel et a connu une accélération particulière en Afrique subsaharienne. Cette croissance forte s'est faite dans un contexte économique particulier marqué, ces dix dernières années, par des politiques de rigueur. Les effets des programmes d'ajustement structurel ont certainement amplifié les mutations concernant les structures et les comportements démographiques, ainsi que l'évolution des structures familiales. L'ampleur de la diminution des revenus risque de rendre inopérantes les régulations sociales opérées jusqu'à présent par les réseaux sociaux de solidarité.

En Afrique, les politiques d'ajustement frappent de plein fouet les habitants des villes depuis plusieurs années, et rendent plus précaires les stratégies jusqu'ici mises en œuvre. Les classes moyennes sont à leur tour touchées par la crise, le salariat concerne de moins en moins de personnes et les salariés assurent de plus en plus difficilement leur rôle de redistributeurs. Les embryons de systèmes sociaux (systèmes de retraites, d'assurances sociales, de logements sociaux, etc.) mis en place dans certains États se désagrègent. Les jeunes, qui restent de plus en plus longtemps dépendants des aînés, trouvent difficilement leur place. Les modes de solidarité, qui constituent encore la soupape de sécurité face à la faillite de certains États, s'essouffent et ne serviront plus longtemps encore d'amortisseur aux conséquences de la crise. Le désengagement de l'État a des effets directs sur les services publics. L'éducation subit de plein fouet les conséquences de la crise alors qu'elle constitue un des moteurs des transformations sociales. Dans les villes, la paupérisation s'accroît, même si parfois l'intense circulation des biens et des hommes en atténue la rigueur. La situation des migrants est paradoxale. D'une part, ils sont confrontés à des risques de marginalisation et d'exclusion dans les villes, bien que souvent le dynamisme de leurs réseaux sociaux leur permette d'accéder plus rapidement à certaines ressources urbaines concernant l'emploi ou le logement, d'autre part, ils constituent, à leur lieu d'origine, une soupape à la crise grâce à leurs envois de fonds, et sont vecteurs de changements sociaux.

Les populations adaptent leurs comportements économiques et sociaux à une crise devenue chronique. Les réactions, les initiatives fourmillent. Les groupes sociaux et les institutions de toute nature ont, dans le contexte de la crise et de l'ajustement, des perceptions et des comportements nouveaux. La ville constitue un fantastique terreau pour une remise en cause et une réinterprétation de valeurs héritées et pour l'émergence de nouvelles valeurs. Une culture urbaine se forge peu à peu. La ville favorise des processus d'individualisation propices à une prise de conscience critique vis-à-vis de certaines formes de solidarité, et à l'émergence de nouveaux liens sociaux fondés sur l'adhésion individuelle. Espérons que les dynamiques nouvelles fourniront une issue positive à la crise. Ces évolutions sociales vont aussi se traduire par une évolution du comportement des consommateurs de produits alimentaires: l'individualisation, le gain de temps dans la préparation, mais aussi le recours aux produits locaux risquent de marquer la période à venir.

Cette situation économique est commune à la plupart des agglomérations africaines. Trois facteurs d'atténuation des conséquences de la crise peuvent être identifiés. Le secteur informel a peut-être moins souffert de la crise, mais on peut s'interroger sur les limites de ses capacités d'absorption et du devenir de ses débouchés quand l'ensemble des revenus urbains diminuent. L'espace de vie des urbains est large et les liens avec la zone d'origine sont toujours maintenus. La multi-résidence des familles, la non résidence des épouses en ville, l'envoi des enfants dans les villes de l'intérieur, offrent certainement encore des possibilités d'adoucir les conséquences des diminutions des revenus et de maintenir la circulation de produits alimentaires entre membres de la famille. Les réseaux sociaux de solidarité ont certainement amoindri les effets des compressions d'emplois et de réduction des revenus.

Figure 3 : Taux d'urbanisation en 2020 dans les pays d'Afrique francophone.



Liste des notes de bas de page

¹ Résultat de la différence entre 1,5 % de croissance naturelle, moins 1 % d'exode rural.

² Et encore provisoires.

³ On peut dater des 6^e-7^e siècles les premières villes du royaume du Ghana (Koumbi), mais certains auteurs pensent que sur le site de l'actuel Djenné (au Mali) se trouvait une ville qui comptait 4000 habitants vers l'an 200. Tous les grands royaumes africains successifs eurent des centres urbains importants (Bairoch, 1985).

BIBLIOGRAPHIE

- Antoine, P., Bocquier, P., Fall Abdou Salam, Guissé Youssouf Mbarguane & Nanitelamio J. 1995. *Les familles dakaroises face à la crise*. ORSTOM-IFAN-CEPED, Dakar, 209 p.
- Bairoch, P. 1985. *De Jéricho à Mexico: Villes et économie dans l'histoire*. Gallimard, Paris, 706 p.
- Bocquier, P. & Traoré, S. 1996. Migrations en Afrique de l'Ouest: de nouvelles tendances. *La chronique du CEPED*, n° 20, janvier-mars, Paris, p. 1-3.
- CERPOD. 1995. *Migrations et urbanisation en Afrique de l'Ouest. Résultats préliminaires*, Bamako, CERPOD, juillet 1995, 30 p.
- Coquery-Vidrovitch, C. 1988. Villes coloniales et histoire des Africains. *Vingtième siècle*, n° 20, p. 49-73.
- El Kadi, G. 1987. L'urbanisation spontanée au Caire. URBAMA-ORSTOM, Tours, 376 p.
- Federal Republic of Nigeria. 1992. *Official Gazette*, n° 56, vol. 79, p. 243-258.
- Findley, S. 1989. Les migrations féminines dans les villes africaines. In *L'insertion urbaine des migrants en Afrique*. CRDI-ORSTOM-URD. Collection colloques et séminaires, p. 55-70.
- Franqueville, A. 1984. *Yaoundé, Construire une capitale*. Éditions de l'ORSTOM, Paris, 192 p.
- Garenne, M. 1995. *Conséquences démographiques du sida en Abidjan, 1986-1992*. Les études du CEPED, n° 10, CEPED, Paris, 193 p.
- Gregory, J. 1988. Migrations et urbanisation. In D. Tabutin éd. *Population et société en Afrique au Sud du Sahara*, L'Harmattan, Paris, p. 369-399.
- Kalassa, B. 1994. *Description du peuplement de l'Afrique de l'Ouest*. Document de travail n° 1. Perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest. OCDE, BAD, CILSS, 123 p.
- Kalassa, B., 1996. *Peuplement et urbanisation en Afrique centrale*. Ministère de la coopération, ISTED, 57 p.
- Locoh, Th. 1989. Le rôle des familles dans l'accueil des migrants vers les villes africaines. In *L'insertion urbaine des migrants en Afrique*. CRDI-ORSTOM-URD. p. 21-34.
- Lututala, M. 1995. Les migrations africaines dans le contexte socio-économique actuel. Une revue critique des modèles explicatifs. In H. Gérard & V. Piché, eds. *La sociologie des populations*. AUPELF-UREF, Montréal, p. 391-416.
- Mahieu, F.-R. 1989. Transferts et communauté africaine. *Stateco*, INSEE, Paris, juin-septembre, n° 58-59, p. 107-136.
- Massiah, G. & Tribillon, J.-F. 1988. *Villes en développement*. La Découverte, Paris, 320 p.
- Moriconi-Ebrard, F. 1993. *L'urbanisation du monde depuis 1950*. Anthropos, Paris, 372 p.
- Nations Unies, 1995. *World Urbanization Prospects: The 1994 Revision*, New York, 178 p.
- Ouedraogo, D. & Piché, V. 1995. *L'insertion urbaine à Bamako*. Karthala, Paris, 206 p.